

**La C.N.T.
le Gouvernement
et l'Etat**

(DOCUMENTS)

**—
PRIX : 1 Franc
—**

**PENSÉE ET ACTION
Maison des Artistes, Bruxelles
19, Grand'Place**

**—
1937**

La C.N.T. renonçant à son idée de créer un Conseil National de Défense, participe au Gouvernement de Madrid.

Depuis que la C. N. T. a revendiqué sa participation à la direction des affaires d'Espagne, deux mois ont passé. Nous considérons qu'il fallait créer un nouvel organisme, et c'est en vue de cela que nous suggérâmes la formule d'un **Conseil National de Défense**. Nous renonçâmes à notre idée, avec le sincère désir de débayer la route des obstacles qui motivaient notre opposition. Une fois de plus, nous transigions, non par calcul politique, mais pour réaliser l'unité nécessaire pour vaincre (1).

L'heure n'est point de se livrer à des spécula-

(1) Des raisons d'ordre matériel ont retardé la parution de cette brochure; et la situation politique en Espagne n'est plus exactement telle qu'elle se présentait quand ces documents furent réunis.

En novembre 1936, les nécessités de la lutte antifasciste obligèrent la C.N.T. à prendre certaines responsabilités. Nos camarades devaient à tout prix sauvegarder les premières conquêtes ouvrières et songer à les élargir; pour cela, ils devaient veiller à ce qu'on ne tente pas de dissocier la Guerre de la Révolution. Il leur fallait aussi entrer dans le Gouvernement pour y cimenter l'unité d'action antifasciste sans laquelle on ne pouvait espérer vaincre.

Mais depuis lors, des courants opportunistes se sont fait jour; et certaines appréciations, notamment celles concernant les gouvernements "antifascistes, de Valence et de la Généralité ont perdu quelque peu de leur valeur. Les récents incidents tragiques de Barcelone et les deux crises ministérielles en Catalogne et à Valence nous montrent quelques aspects de la nouvelle situation.

Et peut-être, nos camarades devront-ils bientôt prendre de nouvelles dispositions pour assurer le triomphe de la "vraie, révolution.

Néanmoins ces documents resteront comme un témoignage sûr de la volonté de conciliation, du désir sincère d'unité et de l'esprit révolutionnaire qui animaient la C.N.T. en ces heures critiques,

tions, ni de s'arrêter à des vétilles. Il faut surtout remarquer que les tâches du nouveau gouvernement ne sont point les mêmes que celles de celui d'hier ; et, bien que les portefeuilles détenus par la C.N.T. soient sans importance, sa seule présence dans le ministère doit en modifier l'allure et l'action. L'attention doit se porter sur les deux grands problèmes actuels : vaincre dans la guerre et consolider la reconstruction économique, de telle sorte que l'Espagne nouvelle soit pourvue de tout le nécessaire pour vivre. Aucun gouvernement n'est viable qui n'a pas le souci d'atteindre ces deux objectifs.

On parla du précédent gouvernement comme du gouvernement de la victoire. La réalité démontra qu'il n'en fut rien. Au contraire : les choses allèrent de mal en pis. Aujourd'hui, l'expérience ne doit pas se répéter. Là où les ministères qui, depuis le 19 juillet, assumèrent la direction, échouèrent, celui d'aujourd'hui doit réussir. Et pour cela, il faut que tous ceux qui figurent dans le nouveau gouvernement se débarrassent de leurs préférences ou visées partisans pour n'agir que mus par une seule pensée : vaincre. Si cette collaboration franche et désintéressée se réalise, si seules les nécessités de la guerre et la satisfaction des besoins de la population civile dictent toute l'action de chacun, alors, bientôt, la victoire nous sourira.

Deux problèmes se posent : vaincre le fascisme et épargner des privations à l'Espagne révolution-

naire. Voilà les objectifs, et pour les atteindre, que tous œuvrent dans une collaboration loyale et désintéressée.

La C. N. T., le Gouvernement et l'Etat

L'entrée de la C. N. T. dans le Gouvernement central est un des faits les plus transcendants qu'enregistre l'histoire politique de notre pays. Depuis toujours, par principe et conviction, la C. N. T. a été anti-étatique et ennemie de toute forme de gouvernement.

Mais les circonstances, presque toujours plus fortes que la volonté humaine, que celle-ci détermine pourtant, ont défiguré la nature du gouvernement et de l'Etat espagnols.

A l'heure actuelle, le gouvernement, comme instrument régulateur des organes de l'Etat, a cessé d'être une force d'oppression contre la classe ouvrière, de même que l'Etat, qui ne représente déjà plus l'organisme séparant la société en classes. Et, avec l'intervention dans ceux-ci d'éléments de la C.N.T., l'Etat et le gouvernement cesseront d'autant plus d'opprimer le peuple.

Les fonctions de l'Etat seront réduites, d'accord avec les organisations ouvrières, à régulariser la marche de la vie économique et sociale du pays. Et le gouvernement n'aura d'autre préoccupation que celle de bien conduire la guerre et coordonner

l'œuvre révolutionnaire suivant un plan d'ensemble.

Nos camarades porteront au gouvernement la volonté collective ou majoritaire des masses ouvrières, réunies au préalable en grandes assemblées générales. Ils ne se feront pas les avocats de critérium personnel, mais seulement ceux de décisions prises librement par des centaines de mille d'ouvriers organisés dans la C.N.T.

Une fatalité historique pèse sur toutes les choses, et cette fatalité, la C. N. T. l'accepte pour servir le pays, en gagnant rapidement la guerre et en empêchant toute déviation de la révolution populaire.

Nous avons la certitude absolue de ce que nos camarades, choisis pour représenter la C. N. T. dans le gouvernement, sauront remplir leur devoir et la mission dont ils seront chargés. En eux, on ne doit pas voir des personnes, mais l'organisation qu'ils représentent. Ce ne sont ni des gouvernants, ni des étatistes, mais des combattants et des révolutionnaires au service du triomphe antifasciste. Et ce triomphe sera d'autant plus prompt et complet que plus grand sera l'appui que nous leur prêterons.

L'entrée de la C. N. T. dans le Gouvernement

Les syndicalistes espagnols sont appelés à prendre part à la direction du pays. Cette nouvelle

phase de la lutte contre le fascisme, et dans le développement du mouvement syndicaliste et anarchiste espagnol, ne doit pas être considérée du seul point de vue doctrinal. Ce sont les anarchistes et les syndicalistes qui, le 19 juillet, à la tête du mouvement révolutionnaire, marchèrent à la rencontre des généraux fascistes. La création des milices antifascistes et la collectivisation de l'industrie en Catalogne sont principalement l'œuvre de la C.N.T.-F.A.I. Durant quelque temps, il y eut deux sortes de gouvernements : d'un côté, la Généralité ; de l'autre, le Comité des Milices antifascistes et le Conseil Economique. On se rendit vite compte que cette dualité ne pouvait subsister. Alors surgit le Conseil Général (**Consejo de la Generalidad**), composé de toutes les organisations antifascistes. En Catalogne, dans le Levant et en Aragon, où les syndicalistes et les anarchistes représentent plus de la moitié des forces antifascistes, le fascisme fut complètement anéanti, tandis que dans les districts où prédominaient les socialistes-démocrates et autres partis, la lutte ne fut pas si heureuse.

A Madrid, les syndicalistes sont la minorité. Pourtant, leur influence a grandi durant ces derniers temps. Depuis plus de deux mois, la C.N.T. a exigé la dissolution du Gouvernement et la création d'un Conseil National de Défense, avec une participation égale de la C.N.T. et de l'U.G.T. Largo Caballero ne voulait pas se laisser enlever le levier du pouvoir ; il voulait être le Lénine de

l'Espagne. Sa politique tendait à l'affaiblissement du front de lutte antifasciste. La répartition d'armes aux différents partis et organisations s'effectuait avec partialité, et la nécessité d'unité dans la conduite de la guerre, se faisait sentir toujours plus pressante. N'être que des soldats de la Révolution, laisser agir comme généraux les communistes et socialistes, une telle procédure ne pouvait satisfaire les syndicalistes et les anarchistes. Eux aussi avaient le droit de se faire entendre dans les délibérations nationales sur la poursuite de la guerre. C'est ce que signifiait la requête de la C.N.T. au sujet de la création d'un Conseil National de Défense.

Caballero ne voulait rien abdiquer de son pouvoir. Cependant, la situation militaire à Madrid devenait chaque jour plus critique. L'unité dans la direction de la lutte n'est possible que si la C. N. T. est appelée à partager cette direction. Sur des panneaux affichés par la C. N. T. dans toute l'Espagne, on pouvait lire : « Deux millions d'associés ; 50,000 soldats au front ; plus de 2,000 organisations locales ; la Catalogne, le Levant et l'Aragon aux mains de la C.N.T. » Ce pouvoir demandait à participer à la direction de la lutte antifasciste.

Un Conseil Régional de Défense, composé en grande partie de partisans de la C.N.T., fut formé en Aragon. C'est alors que le Gouvernement de Madrid se vit obligé de faire droit à la demande de la C.N.T. : quatre syndicalistes entraient

dans le Cabinet des ministres. C'est un commencement. La C.N.T. a droit à un plus grand nombre, mais l'heure n'est pas aux luttes de partis.

Le nouveau Gouvernement de Madrid n'est pas parlementaire ; ce n'est pas non plus une dictature, ni un Gouvernement bourgeois ; il est tout simplement antifasciste, ni plus, ni moins, et revêt un caractère provisoire, passager, le pays se trouvant actuellement en pleine transformation.

La question primordiale est : le fascisme ou la révolution. Si les antifascistes sont victorieux, une révolution sociale est inévitable. Alors ce Gouvernement disparaîtra. L'exemple de la Catalogne et de l'Aragon sera suivi. Les milices antifascistes portent devant elles le flambeau de la révolution ; la propriété foncière est expropriée ; les ouvriers dirigent l'industrie ; la collectivisation va son chemin ; le développement culturel progresse. Madrid ne peut pas endiguer ce torrent. Ce nouvel esprit vient de l'Orient. Les fascistes ont commencé la lutte à Madrid ; les anarchistes seront les conquérants.

La C.N.T.-F.A.I. possède un sens profond des réalités et est ennemie des phrases pompeuses. Son premier et dernier mot d'ordre est : lutter. Toutefois, après cette lutte en vient une autre pour la révolution sociale. La lutte antifasciste et la révolution sociale en Espagne représentent une seule entité, avec deux aspects différents, deux étapes d'un seul front. Avec ce nouveau développement, la lutte contre le fascisme entre dans

une nouvelle phase. Madrid sera le tombeau du fascisme espagnol ; et tôt ou tard, le fascisme international subira le même sort.

* * *

Le Comité National de la Confédération du Travail (la C.N.T.) adresse le Manifeste suivant au pays et aux Syndicats espagnols. Ce Manifeste, portant sur la nomination des quatre nouveaux ministres anarcho-syndicalistes au Gouvernement de Madrid, fut publié dans l'édition du 6 novembre 1936 de « Solidaridad Obrera » :

A l'occasion de l'incorporation de représentants de notre Centrale syndicale dans le Gouvernement de la République, nous tenons à faire connaître au public les raisons qui ont motivé cette détermination de notre part.

Convaincue, dès le premier instant où se déclencha la lutte contre le fascisme, que le succès de cette lutte dépendait entièrement de l'étroite unité d'action du prolétariat, notre Centrale s'est efforcée constamment de coordonner les forces qui constituent les ressorts puissants de la guerre avec celles des autres secteurs antifascistes. La prolongation et l'aspect révolutionnaire de cette guerre exigeait, depuis déjà quelques mois, la participation directe de la C.N.T. à la direction politique et administrative du pays, de façon à assurer définitivement l'écrasement du fascisme, et réaliser en même temps la reconstruction de l'arrière-front.

Tenant compte de cette réalité, nous proposâmes à tous les partis politiques et organisations ouvrières la création d'un organisme national qui engloberait tous les efforts : un Conseil national de Défense, dans lequel les marxistes et la C.N.T., ainsi que les républicains, seraient représentés. Malgré toute la prudence et tout le tact avec lesquels notre initiative fut introduite par tous les secteurs antifascistes, elle ne reçut pas l'assentiment des principaux partis politiques, rendant par là difficile la solution à laquelle tous nous aspirions.

La situation créée par l'incompréhension de ces secteurs, et notre ferme conviction de la nécessité d'atteindre le but proposé, nous décidèrent — bien que, comme la première et la plus puissante force antifasciste du pays, nous eussions pu nous en abstenir — à transiger, afin de ne pas retarder davantage notre participation à la direction des affaires nationales, consentant à réduire à quatre le nombre de ministres représentant la C.N.T. dans le Gouvernement de Madrid.

La délicate situation de nos fronts de guerre, particulièrement ceux du centre, est la raison principale qui nous fit accepter ces conditions. L'ennemi est déjà aux portes de Madrid, et en ces moments de terrible responsabilité historique, conscients des espoirs que le peuple a placés en nous et, d'ailleurs, sûrs que cette concession de notre part est la meilleure garantie que nous ne poursuivons qu'un seul but dans la lutte : rem-

porter la victoire, nous n'avons pas hésité à faire ce sacrifice pour la classe ouvrière, à laquelle nous devons tous et pour laquelle nous luttons.

Par cette déclaration, nous invitons tous nos « confédérés » espagnols, tous nos syndicats et toutes nos organisations à coordonner leurs efforts, à mobiliser toutes leurs ressources et leurs activités, pour assurer la défense de Madrid et son approvisionnement, assurant ainsi la victoire sur tous les fronts de l'Espagne.

Que cet événement, la pénétration de la C.N.T. dans le Gouvernement de la République, marque une nouvelle étape de la lutte contre le fascisme et soit le prélude de la victoire.

La C. N. T. dans le gouvernement révolutionnaire de défense

La presse qui représente les divers secteurs du front antifasciste a manifesté, à cause de l'entrée de nos représentants dans le gouvernement révolutionnaire de défense, la plus grande complaisance.

Les articles les plus significatifs en sont allés jusqu'à qualifier d'historique la formation de cet organisme, qui n'est pas un gouvernement vieux style, mais un ministère dans lequel sont représentés les authentiques secteurs de l'opinion qui, en ce moment, luttent les armes à la main, pour le triomphe de la révolution prolétarienne.

Pour notre part, nous devons faire seulement une observation à l'événement que nous commentons : celle de ne s'être produit qu'avec un lamentable retard. Si la structure du gouvernement s'était modifiée dès que nos organisations en avaient formulé la demande, il est indubitable que les faits se seraient passés d'une toute autre façon.

Nous sommes sûrs, parce que nous nous rendons compte de la somme de temps et d'énergie perdus, que si la C.N.T. était entrée en son temps dans le gouvernement, les canons de la ploutocratie fasciste ne menaceraient pas aujourd'hui la capitale de la république.

Attentifs à la marche des événements, convaincus dès le premier moment qu'il s'agissait d'une lutte de longue haleine que seule pouvait mener à bonne fin une unité absolue d'action, de commandement et de responsabilité ; sachant très bien, en outre, l'aide formidable en matériel de guerre que le fascisme international accordait aux mercenaires de Franco, nous proposâmes la formation d'un organisme directeur, composé de représentants des organisations ouvrières, organisme auquel, rompant avec les traditions classiques de la politique espagnole, on aurait donné toute la direction des destinées du pays.

Notre généreuse idée ne reçut pas, en son temps, l'assentiment des partis politiques — on comprend pourquoi — mais pendant qu'on en empêchait la réalisation, de lamentables événements surgirent, qui obligèrent le gouvernement révolutionnaire

de défense à prendre d'implacables mesures imposant de cruels sacrifices, qu'on aurait pu et dû éviter.

La C.N.T., centrale syndicale apolitique qui ne renonce, ni ne renoncera jamais à ses postulats, sut toujours lutter avec les événements. Mais, vu leur actuelle gravité, elle s'est crue obligée, à cause de ses grandes responsabilités dans l'œuvre salvatrice du prolétariat, de demander un poste de confiance dans la direction de la chose publique, à un moment où la situation était des plus confuses, et à la faveur de laquelle l'armée mercenaire fasciste rêvait de s'emparer de Madrid. C'est la proie que la ploutocratie internationale exige de Franco et de ses mercenaires pour reconnaître comme gouvernement légal un de ces traîtres, auxquels ne convient pas d'autre qualificatif que celui de vulgaire condottière.

La C.N.T. a accepté la responsabilité du gouvernement au moment le plus grave de la situation. Nous voulons assurer le triomphe de la révolution prolétarienne ibérique et, pour y parvenir, tout sacrifier nous paraît peu de chose.

Ce n'était que justice que la direction des destinées publiques revînt aux Centrales syndicales prolétariennes, car ce sont les travailleurs qui donnent actuellement leur vie sur les champs de bataille. C'est à ces hommes qu'appartient la responsabilité d'édifier l'économie nouvelle révolutionnaire qui doit naître de cette gigantesque guerre civile.

L'entrée de la C. N. T. dans le gouvernement marquera, sans doute, une nouvelle étape dans la marche de la révolution antifasciste qui, en même temps qu'elle vainc par les armes la ploutocratie, construit l'économie nouvelle, donnant ainsi au monde la preuve de la grandeur et de la richesse du génie créateur du peuple espagnol.

* * *

Le Comité régional de la C.N.T. a adressé aux Syndicats de la région la proclamation suivante :

Chers camarades ! Notre organisation, contrainte par les circonstances critiques que nous traversons, circonstances créées par le soulèvement des sabreurs à la solde de la réaction internationale, s'est vue dans l'obligation d'exiger sa participation directe dans la conduite des affaires du pays, afin de pouvoir mieux surmonter la crise actuelle.

Quatre camarades de vos organisations ont été désignés pour faire partie du gouvernement. Ces camarades sont d'une probité éprouvée et connue, et ils sauront veiller au respect de l'intégrité de l'organisation qu'ils représentent.

Mais pour que leur mission soit la plus profitable possible dans ces tragiques instants, il faut qu'ils puissent compter sur l'appui de tous, et en particulier sur celui des organisations de Madrid, qui est l'endroit où ils doivent déployer leur activité.

La Confédération Nationale du Travail est entrée, contrainte par la nécessité, et au moment le

plus critique, dans le gouvernement, dans le but de redonner de l'énergie au mouvement antifasciste et de gagner la guerre le plus vite possible. Que ces désirs soient convertis en réalité, cela dépend, non seulement, du labeur de nos camarades dans le Cabinet, mais encore de l'appui qu'ils trouveront auprès des syndicats.

La C.N.T. n'a pas abandonné, pour cela, son programme, ni ses postulats. Elle a consenti à entrer dans le gouvernement uniquement et exclusivement pour gagner la guerre. Mettons tous notre volonté au service de cet objectif, et nous nous montrerons dignes d'un peuple qui a placé toute sa confiance en nous. Ce souci doit être notre meilleur stimulant dans l'accomplissement de notre tâche, qu'en fin de compte nous ne remplissons que comme notre simple devoir.

Nous n'en dirons pas davantage.

Que tous soient aux côtés du gouvernement pour l'aider à triompher promptement et définitivement. Luttons jusqu'au total écrasement du fascisme. Vive la C.N.T. **Le Comité Régional.**

Madrid, 6 novembre 1936.

La C. N. T. dans l'administration municipale

Si nous abandonnons un peu la révolution actuelle et faisons, en quelque sorte, marche arrière, nous constaterons que la tradition fédéraliste

espagnole avait perdu, depuis assez longtemps, son essence, en acceptant les directives politiques et les modalités d'action venues de l'autre côté des Pyrénées. Dès lors, les municipes espagnols furent des nids de perversion et des repaires de caciques, seigneurs et maîtres des biens et des vies.

Ce qui aurait dû être un instrument au service de la chose publique, devint le pire fardeau tributaire posé sur le dos du producteur, l'écrasant littéralement.

Secrétaire de mairie, instituteur, médecin, curé et pharmacien, voilà la quintette sur laquelle reposaient toutes les insolences et tromperies des puissants.

Ceux-ci, sous le couvert de la modestie, s'employaient à réduire le peuple en troupeau et à lui farcir le cerveau pour qu'il leur obéisse aveuglément et sans rechigner.

Sous un autre aspect, le cacique était le caporal, le sergent ou le capitaine de la garde civile, ou, en d'autres endroits, le carabinier ou — si c'était en Catalogne — le garde catalan. Ces gens armés s'imposaient par la terreur chez ceux qui, fatigués de souffrir tant de vexations, tentaient d'élever une protestation contre tant d'arbitraire.

Rappelons-nous ces chaînes de déportés qui parcouraient l'Espagne pour le seul délit d'avoir reçu une feuille ou un journal différents de la façon de penser du cacique.

Ces faits sont du passé ; et c'est grâce à l'appui

que les municipes trouvèrent auprès des syndicats, que le cacique n'a pu survivre.

La C.N.T., avec le concours de ses militants, a converti le municipe en organe administratif des intérêts collectifs.

Aujourd'hui, au point où nous a portés le mouvement révolutionnaire, il saute aux yeux qu'il faut organiser une économie nouvelle, une nouvelle modalité politique, juridique et sociale. Pour cela, nous avons les Conseils d'économie qui seront la clef de cette nouvelle structure dont a besoin le peuple travailleur, s'il veut se libérer à jamais des impositions onéreuses qui, toujours, furent le propre des administrations capitalistes.

Le municipe, d'accord avec le Conseil d'économie, est appelé à nouer des relations cordiales et fraternelle entre les producteurs.

Nous ne voulons pas dire que, dans les circonstances actuelles, on obtiendra vite de ces transformations communales le résultat que nous désirons, mais nous avons confiance dans **le devenir** des nouvelles administrations, toutes imprégnées de fédéralisme.

AUX EDITIONS PENSÉE & ACTION

VOLINE:	Le Fascisme Rouge	0.50
Léo CAMPION:	Apologie de la Patrie	2.00
—	Le Noyautage de l'Armée	1.00
HEM DAY:	Adieu à Einstein	0.25
—	De l'antimilitarisme à l'anarchie	0.25
—	Le Châtiment de Dieu	2.00
—	Erich Mühsam	0.50
—	La Russie (U.R.S.S.) et la S.D.N.....	0.25
—	La stérilisation et le point de vue anarchiste	0.25
ERNESTAN :	Le Socialisme contre l'autorité	3.00
B. de LIGHT :	Mobilisation contre toute guerre	
	(Avant-propos de Hem Day) frs belges	2.50
	frs français	2.00
	frs suisse	0.40
N. BARTOSEK :	La Stérilisation sexuelle.....	frs belges 7.00
	frs français	5.00
	frs suisse	1.50
Léo CAMPION:	Zo d'Axa. (Avant-dire de G. Derycke)	10.00
—	Réflexion sur la violence	0.25
—	Dictionnaire subversif	5.00
HEM DAY:	La véritable et intime pensée de F. Ferrer	0.50
—	Aperçu de la question religieuse en Espagne	1.50
—	La confession de Bakounine	1.00
—	Erasmus. Préface de Han Ryner, frs français	7.50
—	Les Eglises brûlent en Espagne... Pourquoi?	0.50
S. de GORTER	Primauté du social dans la littérature	1.00
MUHSAM Erich	La liberté comme principe social	1.00
HAN RYNER :	Cléricalisme et Liberté. Contre les Dogmes	
	(Introd. de H. Day).....	1.50
XXX	Les Martyrs de Chicago	0.50
XXX	La Position de la F.A.I. (Résolution d'un	
	Plenum de la F.A.I.	1.00